



ARRÊTÉ n° 41-2022-03-01-00003

Modifiant l'arrêté préfectoral n° 41-2017-08-11-005 du 11 août 2017 autorisant la société CLMTP à exploiter une plate-forme de valorisation des déchets et de matériels ferroviaires sur la commune de GIEVRES.

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu la directive 2010/75/CE relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision de la commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles R. 1416-1 à R. 1416-5 ;

Vu le décret du président de la république du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement des déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2017-08-11-005 du 11 août 2017 autorisant la société CLMTP à exploiter une plate-forme de valorisation des déchets et de matériels ferroviaires sur le territoire de la commune de GIEVRES ;

Vu le courrier du 5 juin 2020, complété le 9 mars 2021 et le 15 septembre 2021, de la société CLMTP communiquant le dossier de réexamen et le rapport de base prescrits par les articles R. 515-71 et R. 515-30 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 5 juin 2020, complété le 9 mars 2021 et le 15 septembre 2021, de la société CLMTP communiquant un dossier de demande de modification des conditions d'exploiter ;

Vu la télédéclaration du 7 septembre 2020 concernant une activité de concassage de déchets inertes soumise à déclaration au titre de la rubrique 2515-1-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le document relatif à la protection des explosions réalisé par la société DEKRA en date du 6 décembre 2021 ;

Vu le rapport afférent à la modélisation d'un incendie dans les ateliers de maintenance réalisé par la société DEKRA en date du 10 décembre 2021 et modifié par courriel du 15 décembre 2021 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 26 janvier 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 8 février 2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courrier de la société CLMTP du 16 février 2022 émettant des observations sur le projet d'arrêté ;

Considérant que les activités exercées par la société CLMTP ne sont pas modifiées ;

Considérant que la situation administrative des activités exercées par la société CLMTP au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées doit être actualisée ;

Considérant qu'il y a lieu de compléter les dispositions préfectorales encadrant le fonctionnement de l'usine pour rendre applicables les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF « WT – Traitement des déchets » ;

Considérant que les modifications notables décrites dans le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter susvisé n'entraînent aucun changement significatif de l'activité exercée sur le site ;

Considérant que les modifications notables décrites dans le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter susvisé n'entraînent aucun changement significatif de la situation administrative de l'établissement (pas de dépassement des seuils des directives SEVESO et IED, augmentation de la capacité d'une installation classée déjà autorisée) ;

Considérant que les modifications des conditions d'exploiter demandées ne génèrent pas d'impacts et de risques supplémentaires par rapport à la situation actuelle ;

Considérant que la modification apportée n'est pas une modification substantielle au regard de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que la société CLMTP n'a formulé aucune demande de dérogation pour l'application des conclusions sur les MTD précitées ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du CODERST ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article 1 : Nature des installations

A l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, le tableau récapitulatif de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
2713	1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	La surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	<p>Zone de tri : 560 m² Rails : 260 m² Menu matériel: 300 m²</p> <p>Rails à cisailer : 365 m² Rails cisailés : 335 m²</p> <p>Matériels non réemployables ferrailles : 210 m² rails et appareils de voies de réutilisation : 2100 m²</p> <p>Menu matériel de réutilisation : 1050 m²</p> <p>Total de 4620 m²</p>
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 et 2793.	La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	<p>Bois traité : Zone de tri : 50 t Bois à broyer : 2318 t Broyats de bois traités : 770 t Bois traités de réutilisation : 2540 t</p> <p>Total de 5 678 t</p>
2790	-	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760 et 2770.	Déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement	<p>Ligne de broyage de bois traité :</p> <p>30 000 t/an</p>
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	<p>Capacité maximale de la cisaille :</p> <p>70 t/j</p>

Rubrique	Alinéa	régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
3510	-	A	<p>Élimination ou valorisation de déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 t/jr, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>Mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</p> <p>Rubrique Principale IED</p>	/	<p>Broyage de traverses usagées avant co-incinération : 210 t/j</p>
3550	-	A	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 t, à l'exclusion du stockage temporaire ou les déchets sont produits dans l'attente de la collecte.</p>	/	<p>Stockage de traverses usagées en attente de broyage et de broyats, avant co-incinération :</p> <p>Capacité de 3 138 t</p>
1435	2	DC	<p>Stations services, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p>	<p>Le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 20000 m³.</p>	<p>Fuel domestique : 360 m³/an Gazole non routier : 240 m³/an Total de 600 m³/an</p>
2716	2	DC	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p>	<p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 1000 m³</p>	<p>Heurtoirs + panneaux + feux: 370 m³ déchets végétaux : 400 m³ Total de 770 m³</p>
2930	1.b	DC	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur</p>	<p>La surface des ateliers étant supérieure à 2000 m² mais inférieure ou égale à 5000 m²</p>	<p>Surface des ateliers : 3 820 m²</p>

Rubrique	Alinéa	régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
2930	2.b	DC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur :	Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j ou si la quantité annuelle de solvants contenus dans les produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 0,5 t, sans que la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée dépasse 100 kg/j	Quantité de peinture utilisée : 58 kg/j
2515	1.b	D	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 .	La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	Puissance du concasseur de déchets inertes : 162 kW
2517	/	NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	La superficie de l'aire de transit étant inférieure à 5000 m ² (seuil inférieur de la déclaration)	Traverses de réutilisation en béton : 500 m ² Ballast : 2005 m ² Total de 2505 m ²
2794	/	NC	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux	La quantité de déchets traités étant inférieure à 5t/j (seuil inférieur de la déclaration)	Broyage de déchets végétaux avec un broyeur dédié. La quantité de déchets traités étant inférieure à 5t/j
4719	/	NC	Acétylène	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg (seuil inférieur de la déclaration)	3 bouteilles de 7 kg d'acétylène : Total de 21 kg

Rubrique	Alinéa	régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
4725	/	NC	Oxygène	La quantité présente dans l'installation étant inférieure à 2 t (seuil inférieur de la déclaration)	3 bouteilles de 15 kg d'oxygène Total de 45 kg
4734	2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :	Pour les autres stockages : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t (seuil inférieur de la déclaration).	Fuel chauffage : 9 t Fuel machines ferroviaires : 18 t Fuel engin et outils : 18 t Total de 45 t

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé – rubriques données pour mémoire)
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 2 : Consistance des installations autorisées

A l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, le tableau est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Installation	Désignation des activités	Éléments caractéristiques
Regroupement, tri et broyage de bois traité	Aire de tri	50 Tonnes/62 m ³ 355m ²
	Stockage de bois à broyer	2318 Tonnes/2850 m ³
	Broyeurs	
	Stockage de broyats	770 Tonnes/3500 m ³
Regroupement, tri et cisailage des rails	Aire de tri	1400 m ³ 560 m ²
	Stockage de rails à cisailier	915 m ³ 365 m ²

<i>Installation</i>	<i>Désignation des activités</i>	<i>Éléments caractéristiques</i>
	<i>Installation de cisailage</i>	
	<i>Stockage de rails cisailés</i>	715 m ³ 335 m ²
	<i>Stockage de ferrailles diverses</i>	400 m ³ 210 m ²
<i>Réception et transit de ballast</i>	<i>Stockage de ballast de réutilisation</i>	14000 m ³ 1500 m ²
	<i>Stockage de ballast neuf</i>	4400 m ³ 505 m ²
<i>Stockage de pièces et matériels ferroviaires de réutilisation</i>	<i>Stockage de rails et appareils de voie de réutilisation</i>	2100 m ²
	<i>Stockage de matériels ferroviaires de réutilisation</i>	1300 m ²
	<i>Stockage de traverses bois de réutilisation</i>	2540 Tonnes/3100 m ³ 1475 m ²
	<i>Stockage de traverses béton de réutilisation</i>	500 m ²
	<i>Stockage des panneaux et heurtoirs</i>	Panneaux : 100 m ² Heurtoirs : 150 m ²
<i>Entretien et maintenance de malteries ferroviaires</i>	<i>Bâtiments A, B, C</i>	3820 m ²

Article 3 : Conduits et installations raccordées

A l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, le premier alinéa est supprimé et remplacé par :
« Les activités de broyage de bois et de chargement des broyats sont réalisées dans un bâtiment ouvert sur 2 côtés.

Les poussières émises par ces activités sont captées et traitées par des dispositifs de filtration (filtre à manche et/ou cyclo-filtre à manche, ou tout dispositif dont l'exploitant aura préalablement démontré une efficacité équivalente). »

Article 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

A l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, la VLE fixée pour les poussières à 20 mg/Nm³ est remplacée par :
« 5 mg/Nm³. »

Article 5 : Prélèvement et consommation en eau

A l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, dans la colonne « prélèvement maximal annuel en m³ » est ajouté après 1200 :

« *dont 300 m³ maximum pour le dispositif d'abattage des poussières.* »

Article 6 : Identification des effluents

A l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, est ajouté :

« *4) Eaux de ruissellement issues du dispositif d'abattage des poussières.* »

Article 7 : Localisation des points de rejet

A l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, est ajouté dans le tableau correspondant au point de rejet n°2 et en remplacement du traitement imposé :

« *Eaux de ruissellement issues du dispositif d'abattage des poussières.*

Traitement approprié pour respecter les VLE imposées à l'article 4.3.9.1 »

Article 8 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

A l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, dans le tableau fixant les concentrations maximales en mg/l, il est ajouté le paramètre COT avec la VLE suivante :

« *COT : 60 mg/N m³.* »

Article 9 : Broyage de traverses de bois

A l'article 5.1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, le quatrième alinéa correspondant à l'interdiction du traitement des poussières par nébulisation est supprimé.

Article 10 : Comportement au feu des ateliers de maintenance

A l'article 7.3.1.1.1. de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, le « a » est supprimé et remplacé par :

« *a) : murs et planchers hauts de degré minimal coupe feu 15 mn.* »

Article 11 : Comportement au feu du bâtiment de stockage et des casiers de stockage de broyats et de traverses

A l'article 7.3.1.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, le contenu de l'article est supprimé et remplacé par :

« *Le bâtiment abritant la ligne de broyage et les stockages de broyats doit présenter les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité).*

Les trois stockages de broyats sont séparés par des murs REI 120 de 4,5 m de hauteur minimum. Les murs extérieurs des casiers de stockage côté Nord et Sud sont REI 120 de 4,5 m de hauteur minimum. La surface maximale de stockage de chaque casier est fixée à 450 m². Le volume maximal de broyats stocké dans chaque casier est de 1250 m³. »

Article 12 : Système de brumisation

A l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, est ajoutée la phrase suivante :

« *L'exploitant s'assure notamment du bon fonctionnement en permanence de la brumisation de la zone ATEX identifiée et située à l'intérieur du broyeur et du cribleur par temps sec pour le dégagement de poussières de bois.* »

Article 13 : Autosurveillance des mesures des émissions atmosphériques

A l'article 9.2.1.1.1, de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, dans la colonne fréquence de surveillance, la fréquence annuelle est remplacée pour tous les paramètres par :

« *semestrielle.* »

Article 14 : Autosurveillance des eaux résiduaires. Mesures réalisées par l'exploitant.

A l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, le type de suivi en continu et la périodicité de la mesure en continu sont remplacés par :

« Type de suivi : ponctuel

Périodicité de la mesure : mensuelle. »

Article 15 : Autosurveillance des eaux résiduaires - Mesures réalisées par un organisme agréé.

A l'article 9.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017, la périodicité de la mesure semestrielle est remplacée par :

« Périodicité de la mesure : mensuelle. »

Article 16 : Annexe 1 plan du site.

Le plan du site figurant en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2017 est remplacé par le nouveau plan du site annexé au présent arrêté.

Article 17 : Sanctions

Les infractions ou inobservations des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 18 : Information des tiers

Conformément aux dispositions édictées par l'article R. 512-39 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de GIÈVRES et peut y être consultée ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- un extrait de cet arrêté est affiché, pendant une durée minimum d'un mois, à la mairie de GIÈVRES.

Article 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de GIÈVRES, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Blois, le 21 MARS 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

colias HAUPTMA

